

**Note d'information du Haut Commissariat au Plan sur les  
comptes nationaux de l'année 2006  
(Base 1998)**

Le Haut Commissariat au Plan a arrêté les comptes nationaux provisoires de l'année 2006, selon la base 1998. Ces comptes sont donnés à un niveau agrégé des nomenclatures, en raison du caractère provisoire des informations disponibles au moment de leur élaboration.

Rappelons à cet égard, comme le veut la pratique internationale, que les comptes nationaux, élaborés au cours de l'année (n), sont réputés « provisoires » quand ils concernent l'année (n-1), « semi définitifs » pour l'année (n-2) et « définitifs » pour l'année (n-3).

Il ressort de ces comptes que le taux de croissance économique a atteint 8% en 2006, contre 2,4% en 2005. Cette évolution est le résultat des performances du secteur agricole, dont la valeur ajoutée a progressé de 25%, après une baisse de 13,9% en 2005, des autres secteurs d'activité (pris dans leur ensemble), en hausse de 5%, et des impôts nets des subventions affectant les produits qui ont crû de 12,7%.

L'analyse de ces comptes montre que ce sont les exportations et les investissements qui ont principalement tiré la croissance économique. En effet, Les exportations de biens et services ont connu une croissance soutenue qui a atteint 10,5% en 2006 (10,3% en 2005), face à des importations dont le rythme de croissance est passé de 7,3%

en 2005 à 6,7% en 2006. De son côté, la formation brute du capital fixe a enregistré une hausse de 8,3%, contre 7,4% en 2005, situant le taux d'investissement, en 2006, à 28,7% contre 28,5% une année auparavant.

En revanche, les dépenses de consommation finale des ménages et des Administrations Publiques ont connu des rythmes d'évolution, certes moins élevés que ceux des exportations et des investissements, mais en progression notable par rapport à 2005. C'est ainsi que la consommation des ménages a crû de 3,9% en 2006 contre 1,1% en 2005, et celle des administrations publiques de 3,8% contre 2,2%.

Le bon comportement de l'activité économique, au cours de l'année 2006 s'est répercuté positivement sur le niveau des revenus. Le revenu national brut disponible a, ainsi, affiché une hausse, de l'ordre de 10,3% en 2006, contre 5,5% une année auparavant. Cette performance résulte de l'évolution de 10,1% du PIB en valeur et de la hausse de 12,6% des revenus extérieurs nets. Le taux d'épargne a, de ce fait, atteint 31,9% en 2006, en hausse par rapport à 2005 (29,8%).

Enfin, l'ensemble des opérations économiques effectuées avec l'extérieur fait ressortir une capacité de financement de 16,3 milliards de dirhams, soit 2,8% du PIB.